

**Travaux de création de nouveaux espaces de travail
Services Pénaux de la Cour d'appel de Chambéry**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P.**

De la procédure référencée :

SARCHY.APPNET.2025.00001

SOMMAIRE

0.	DISPOSITIONS GENERALES	3
0.1.	Identification des organes du marché :	3
0.1.1	Administration	3
0.1.2	Titulaire	3
0.2.	Objet du marché	3
0.3.	Allotissement	3
0.4.	Contrôle technique	3
0.5.	Redressement ou liquidation judiciaire	4
1.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
2.	PRIX DU MARCHE	5
2.1.	Caractéristiques des prix	5
3.1.	Garantie financière	5
4.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	5
4.4.	Paieement des cotraitants et des sous-traitants	7
5.	DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	7
5.1.	Délai d'exécution des travaux	7
5.2.	Calendrier détaillé d'exécution	8
5.4.	Pénalités pour retard	8
5.5.	Primes d'avance	9
6.	CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	9
6.1.	Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits	9
7.	IMPLANTATIONS DES OUVRAGES :	9
8.	PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	9
8.1.	Période de préparation - programme d'exécution des travaux	9
8.2.	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	9
9.	ETUDES D'EXECUTION	10
10.	INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	10
11.	DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	11
11.1.	Gestion des déchets de chantier	11
11.5.	Travaux non prévus	11
12.	RECEPTION DES TRAVAUX	11
12.1.	Dispositions applicables à la réception	11
13.	GARANTIES ET ASSURANCES	11
13.1.	Délais de garantie	12
13.3.	Assurances	12
15.	DROIT ET LANGUE	12

0. DISPOSITIONS GENERALES

0.1. Identification des organes du marché :

0.1.1 Administration

Le maître d'ouvrage est l'Etat, ministère de la Justice, services judiciaires, représenté par madame la première présidente et madame le procureur général de la cour d'appel de Chambéry (article R312-67 du code de l'organisation judiciaire).

Le maître d'ouvrage délégué est la Directrice Déléguée à l'Administration Régionale Judiciaire du service administratif régional de la cour d'appel de Chambéry.

La maîtrise d'oeuvre est assurée par :

SARL G ARCHITECTES

Place Saint Léger

73000 CHAMBERY

Interlocuteur : François Grillon , Architecte DPLG

0.1.2 Titulaire

Le titulaire est le prestataire qui conclut le marché avec l'Etat.

Chaque entreprise ou groupement d'entreprises est désigné dans l'ensemble des documents par le terme "titulaire".

0.2. Objet du marché

Le marché est un marché de travaux qui a pour objet la création de nouveaux espaces de travail -Services Pénaux de la Cour d'appel de Chambéry au Palais de Justice de Chambéry.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Charges.

0.3. Allotissement

Le présent marché est alloti en 3 lots Techniques :

-Lot N°1 Finitions intérieures

-Lot N°2 Courants forts Courants faibles

-lot N°3 Chauffage -climatisation-renouvellement d'air

0.4. Contrôle technique

La Mission contrôle technique construction est assurée par le Bureau de Contrôle Alpes Contrôle 286 rue de la Briquerie 73290 LA MOTTE SERVOLEX

Contrôleur Technique : Philippe Gervasoni , Ingénieur

0.5. Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

1. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

1.1 Les pièces particulières :

- **L'acte d'engagement (AE)** pour chaque lot daté et signé par le représentant habilité de l'entreprise et son annexe (la Décomposition du prix global et forfaitaire -**D.P.G.F.**) propre à chaque lot
- **Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** et ses annexes :
 - Annexe 1 Attestation de visite
 - Annexe 2 : cadre du mémoire technique
- **Le Cahier des clauses Techniques Particulières (CCTP)** et ses annexes :
 - CCTP du Lot N°1 finitions intérieures
 - CCPP du Lot N°2 Courants forts et courants faibles
 - CCTP du lot N°3 Chauffage-climatisation-renouvellements d'air
 - Dossier de plans
 - Repérage amiante avant travaux du 24/07/2025
 - Repérage plomb avant travaux du 24/07/2025
 - Le planning général de l'opération

1.2 Les pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois qui a précédé la date limite de réception des offres. Il se déclinent comme suit :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux, entré en application au 1er avril 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) ;
- Les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels applicables aux marchés publics d'exploitation de chauffage et de travaux ;

- Les documents techniques unifiés en vigueur (DTU), les normes françaises et européennes, et tous documents réglementaires ;
- Les lois et règlements en vigueur, et notamment : le code du travail, la gestion des déchets, l'accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite, les installations classées, etc.

2. PRIX DU MARCHE

2.1. Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ils tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

2.2. Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont fermes pour l'ensemble des lots.

Les prix ne sont pas révisables.

2.3. Répartition des dépenses communes

Sans Objet

3. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

3.1. Garantie financière

Pour tous les marchés dont le montant est supérieur à 9 000 € HT, une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque situation par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant à la première situation mensuelle.

Une caution personnelle et solidaire ne sera pas acceptée.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à la première situation est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

3.2. Avance

Aucune avance ne sera accordée

4. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

4.1. Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

4.1.1 Facturations :

A compter du 1 janvier 2026, des situations mensuelles seront présentées par le titulaire en fonction de l'état d'avancement des travaux.

4.1.2 : Dématérialisation des factures :

Les prestations sont réglées sur dépôt des factures sur la plateforme CHORUS PRO.

Leur traitement relève de la gestion du Pôle Chorus de Grenoble :

Annexe du SAR - fonctionnement Courant – 10, rue d'Arménie 38024 GRENOBLE.

L'utilisation de Chorus Pro est obligatoire et accessible par de nombreuses modalités répondant aux besoins des entreprises :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Outre les mentions légales, les factures doivent obligatoirement contenir les indications suivantes :

- Identification du titulaire (raison sociale - nom, adresse – n° SIRET) ;
- Référence du N° de marché ; objet du marché ;
- Travaux réalisés faisant l'objet de la situation
- Montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

Le titulaire se déclare averti que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par le marché lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

4.1.3 Modalités de règlement des factures :

En application de l'article L.2192-11 du code de la commande publique, le délai paiement est fixé à **30 jours** à compter de la date de réception de la facture par le pôle CHORUS.

Le dépassement du délai de paiement fixé ci-dessus donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au paiement au titulaire du marché ou au sous-traitant éventuel d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration dudit délai (art. L.2192-13 du code de la commande publique). Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (art. R.2192-31 du même code).

Le dépassement du délai donne également lieu, dans les mêmes conditions, au paiement au titulaire du marché ou au sous-traitant d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (art. L.2192-13 précité).

4.2. Approvisionnements

Sans objet.

4.3. Tranches conditionnelles

Sans objet.

4.4. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance est annexée au marché et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;

Le comptable assignataire des paiements ;

Le compte à créditer.

Modalités de paiement des sous-traitants directs :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant doit être payé directement par la Personne Publique.

Pour ce faire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire du marché, libellée au nom de ce dernier, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Si le Titulaire refuse la facture, il la retourne au sous-traitant pour rectification. S'il l'accepte, il appose alors son visa sur la facture du sous-traitant.

Le projet de décompte final du Titulaire est un récapitulatif complet et exhaustif, conforme aux montants HT et TTC prévus par le marché. Les sommes payées directement viennent en déduction du forfait du Titulaire et le Titulaire du marché doit faire apparaître en moins-value sur ses propres factures destinées au pouvoir adjudicateur le montant des paiements directs effectués aux sous-traitants par le pouvoir adjudicateur. Les factures des sous-traitants doivent être rappelées par leurs références.

Il sera OBLIGATOIREMENT accompagné des ORIGINAUX des factures définitives du cotraitant ou sous-traitant.

A défaut, les factures du Titulaire seront rejetées par la Personne Publique.

Les conditions de paiement du cotraitant ou sous-traitant sont identiques à celles du Titulaire en particulier en ce qui concerne :

- Le mois d'établissement des prix,
- Les modalités de révision éventuelle des prix,
- Les stipulations relatives aux délais, pénalités, réfections et retenues diverses.

En cas d'application d'auto-liquidation (travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier), la facture du sous-traitant est libellée hors taxe et porte la mention «Autoliquidation».

Les factures doivent être conformes au DC4, notamment en ce qui concerne l'auto-liquidation ;

Les factures des entreprises soumises à l'auto-liquidation sont payées par le pouvoir adjudicateur HT, le montant de la TVA due sur la somme payée au sous-traitant est versé au titulaire.

5. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

5.1. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux des lot 1, 2 et 3 est fixé à partir de l'OS de démarrage de Chantier.

5.2. Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution sera défini, après attribution du marché suivant planning prévisionnel de l'opération joint en annexe.

5.3. Prolongation du délai d'exécution

Aucune stipulation particulière.

5.4. Pénalités pour retard

Le titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 100,00 Euros

En cas d'absence aux réunions de chantier, l'entreprise dont la présence est requise se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 150,00 Euros par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs
Non remise dans les délais prévus au CCTP des documents pendant les périodes de préparation, d'exécution ou après la réception de travaux	Journalière	150,00 €
Non protection des ouvrages existants sur le lieu d'exécution ainsi que son accès par simple constat du maître d'ouvrage ou d'œuvre)	Forfaitaire	300,00 €
Non nettoyage du chantier par simple constat du maître d'ouvrage ou d'œuvre	Forfaitaire	300,00 €
Non-respect des horaires du chantier, et notamment des interdictions de travaux bruyants à certaines heures.	Journalière	100,00 €

5.5. Primes d'avance

Aucune prime d'avance ne sera versée.

6. CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

6.2. Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

7. IMPLANTATIONS DES OUVRAGES :

Les travaux se dérouleront dans des palais de Justice dont l'accès est contrôlé.

8. PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

8.1. Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation d'une durée de 1 mois. Cette période débute à compter de la notification du marché.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation du titulaire, dans les conditions énoncées à l'article 5.2 du présent document.

Un programme d'exécution des travaux, est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

8.2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A) Principes généraux

Le TITULAIRE a la responsabilité des conditions d'hygiène et de sécurité liées à ses activités.

Il prendra toutes dispositions pour que l'exécution de ses prestations n'induisse aucun risque sur la sécurité du site.

L'opération est soumise à la coordination SPS, le titulaire devra établir un plan de sécurité avant toutes interventions in situ.

Afin d'établir ce plan, une visite préalable in situ sera réalisée avec la participation du donneur d'ordre, voire l'occupant des locaux, le cas échéant, aux fins de définir les mesures de prévention, de protection et d'organisation à mettre en œuvre pour éviter les accidents du travail et interférences avec les occupants.

Le titulaire s'engage à respecter et mettre en œuvre les principes généraux de sécurité lors des interventions.

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Suivant mission de base du Coordonnateur SPS.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

Suivant mission de base du Coordonnateur SPS.

D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

E) Locaux pour le personnel

Des locaux seront à disposition pour le personnel (Sanitaires, locaux vestiaires, et espace repas) mise à disposition par le service utilisateur.

Le personnel devra se présenter en tenue de travail et facilement identifiable.

8.3. Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

9. ETUDES D'EXECUTION

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées ont été établis par la maîtrise d'oeuvre et sont disponibles dans le CCTP en annexe.

Néanmoins l'entreprise est tenue de réaliser ses propres relevés afin d'établir ses plans d'exécution et / ou de détails qui seront soumis au Visa du Maître d'œuvre.

10. INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

L'installation de chantier et les modalités d'accès au chantier en site occupé seront conformes aux dispositions édictées dans les CCTP tout en respectant les dispositions de la norme NF P 03-001.

Le Titulaire mettra en place une équipe en parfaite adéquation avec la nature et le volume des prestations à exécuter.

Le Titulaire doit transmettre dans le mois de préparation la liste du personnel d'intervention accompagnée d'une copie de leur carte nationale d'identité.

Pour toute intervention de travaux impliquant de consigner tout ou partie de la surface, le TITULAIRE a la responsabilité de la mise en place après approbation par la Personne Publique,

et à ses frais, de l'ensemble des moyens de protection, de balisage, de signalisation et d'affichage ainsi que des actions de communication nécessaires en direction des usagers.

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentielles toutes les informations portées à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à faire respecter la même obligation par son personnel et par ses sous-traitants.

11. DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

11.1. Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Seules les stipulations de la norme NF P 03-001 sont applicables.

11.3. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Aucune stipulation particulière.

11.4. Documents à fournir après exécution

Fourniture d'un DOE et des PV.

11.5. Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

12. RECEPTION DES TRAVAUX

12.1. Dispositions applicables à la réception

Concernant la réception, les stipulations de la norme NF P 03-001 s'appliquent.

12.2. Réception partielle et prise de possession anticipée

Des réceptions partielles seront réalisées par salle d'audience qui seront ensuite remis à disposition des juridictions.

12.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

13. GARANTIES ET ASSURANCES

13.1. Délais de garantie

Le délai de garantie est ceux prévus dans la norme NF P 03-001 (GPA d'un an à compter de la réception).

13.2. Garanties particulières

Sans objet.

13.3. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

-une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

-une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

14. RESILIATION DU MARCHE

Sans conditions particulières.

15. DROIT ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Signature du candidat

A

Le

Porter la mention manuscrite :

Lu et approuvé